

La loi sur le gaspillage de l'électricité produira l'effet inverse de ce que ses partisans prétendent !

par Marco Chiesa, Conseiller aux Etats et président du parti, Ruvigliana (TI)

Mesdames et Messieurs,
Chères et chers représentants des médias,

Je vous souhaite la bienvenue à la conférence de presse de l'UDC Suisse intitulée « Trop cher et trop extrême : une large alliance contre la loi sur le gaspillage de l'électricité ». C'est avec plaisir que je vous présente les autres intervenants :

- Michael Graber, Conseiller national et chef de campagne (VS)
- Hans Egloff, président de l'association suisse des propriétaires fonciers (Hauseigentümerverschlag Schweiz - HEV)
- Casimir Platzer, président de Gastrosuisse
- Pierre-André Page, Conseiller national et agriculteur (FR)
- Diana Gutjahr, Conseillère nationale et entrepreneuse (TG)
- Monika Rüegger, Conseillère nationale (OW)

Permettez-moi de dire quelques mots en guise d'introduction. Je veux être clair et précis : Nous sommes au cœur d'une crise de l'électricité et de l'énergie et cette crise est entièrement auto-infligée. Elle est due à l'échec de la Stratégie énergétique 2050, avec laquelle le Conseil fédéral et la majorité du Parlement ont appâté le peuple via des promesses vides de sens. **L'UDC a toujours prévenu que cette stratégie déconnectée de la réalité ne fonctionnerait pas.** On s'est moqué de nous, mais malheureusement, force est de constater que nous avons raison.

Voilà que le Parlement revient à la charge et **répète les mêmes erreurs avec la loi sur le gaspillage de l'électricité.** Il veut obliger la Suisse à atteindre l'objectif utopique de « zéro émission net de CO₂ » d'ici 2050. Cette loi est un contre-projet à l'initiative sur les glaciers. Le centre-gauche a ainsi satisfait les initiateurs de gauche rose-verte à tel point qu'ils ont retiré leur initiative extrême.

Mesdames et Messieurs, cette loi sur le gaspillage de l'électricité est une manœuvre forcée : en 2021 déjà, le peuple suisse a dit NON à la loi sur le CO₂.

Ce qui nous est proposé maintenant est encore pire : la loi sur le gaspillage de l'électricité va encore beaucoup plus loin, **en engendrant une interdiction, de fait, de l'essence, du diesel, du mazout et du gaz.** Conduire une voiture et se chauffer ne seraient plus possibles qu'à l'électricité.

Par conséquent, **nous aurons besoin de beaucoup plus d'électricité à l'avenir,** alors que nous en manquons déjà aujourd'hui. **Nous allons droit dans le mur.**

En outre, la loi sur le gaspillage de l'électricité entraînera **une explosion des coûts, des interdictions et une mise sous tutelle aux antipodes de l'esprit suisse.** C'est une véritable menace pour notre pays.

Grâce au succès du référendum de l'UDC, le peuple pourra se prononcer le 18 juin sur cette loi aussi coûteuse qu'extrême.

Je cède maintenant volontiers la parole à Michael Graber, conseiller national et chef de campagne.

Merci beaucoup pour votre intervention, chère collègue, chers collègues.

Mesdames et Messieurs, vous le voyez : **la loi sur le gaspillage de l'électricité est une catastrophe pour la Suisse. Elle menace gravement l'approvisionnement en électricité.** Les coûts de l'énergie deviennent inabordables pour les revenus normaux, ou devrais-je dire : encore plus inabordables. Car aujourd'hui déjà, la moitié des familles de notre pays ont du mal à joindre les deux bouts. Non seulement les familles, mais aussi de nombreuses entreprises connaîtraient de grandes difficultés économiques en cas d'acceptation de la loi. De nombreuses entreprises devraient fermer leurs portes.

La loi sur le gaspillage de l'électricité coûtera également cher aux agriculteurs et aux consommateurs. Les hôteliers, les restaurateurs et le secteur du tourisme sont tout aussi concernés. Aller au restaurant ou passer la nuit à l'hôtel deviendrait un luxe réservé aux riches. Les familles normales ne pourraient plus s'offrir de vacances.

Les conséquences négatives de cette loi sont donc graves. Pourtant, **cette loi coûteuse et mensongère n'est d'aucune utilité pour le climat et la nature.** Nous ne pouvons pas sauver un centimètre carré de glacier. En revanche, nous causerons d'immenses dommages économiques et sociaux.

Même pour la nature, la loi sur le gaspillage de l'électricité est contre-productive. Elle conduit à une intervention massive dans nos paysages et défigurerait notre belle patrie.

En bref, **la loi produira l'effet inverse de celui qu'affirment ses partisans : elle ne renforcera pas la sécurité énergétique, mais la mettra en danger.** Elle ne renforcera pas l'économie, mais l'affaiblira. Elle ne sauvera pas la nature, mais la détruira. Pour toutes ces raisons, **nous devons résolument voter NON à la loi sur le gaspillage de l'électricité le 18 juin !**

Je vous remercie de votre attention et j'ouvre la séance des questions, s'il y en a.